

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Notre gouvernement s'est fait embobiner. Il s'est laissé entraîner, mais nous ne savons pas encore à quoi nous en tenir, en raison de certaines observations qui ont été faites à Washington ce matin. Il se peut que, étant donné la constitution américaine, les décisions de ce tribunal ne lient pas le régime judiciaire américain. Il est peut-être encore possible d'interjeter appel de ses décisions grâce aux tribunaux fédéraux jusqu'au niveau de la Cour suprême des États-Unis. En d'autres termes, nous ne savons pas jusqu'à quel point les décisions de cet organisme seront exécutoires. Chose certaine en tout cas, il ne peut agir comme arbitre sur les définitions convenues entre le Canada et les États-Unis. Il appliquera les lois commerciales américaines contre les entreprises canadiennes.

Nous ne savons pas encore si ce tribunal et les dispositions qui le régissent empêcheront le Canada d'exercer les recours que lui procure le GATT. Au cours des sept dernières années, nous avons gagné huit des neuf causes dont nous avons saisi le tribunal international, en vertu du GATT, et celui-ci permet de contester l'application, dans un contexte international, de lois nationales. Nous ignorons toujours si nous avons perdu notre droit, comme pays souverain, de nous présenter devant le tribunal international du GATT. Notre seul but, selon le gouvernement et les partisans d'un accord global de libre-échange, était de nous mettre à l'abri du protectionnisme américain. Nous n'avons pu atteindre cet objectif. Nous sommes toujours assujettis aux lois américaines et nous avons accepté un tribunal dont les décisions ne seront pas nécessairement exécutoires et qui appliquera les lois américaines contre les importations canadiennes de bois d'oeuvre, de potasse, d'acier et de poisson. Voilà où nous en sommes. Les résultats sont loin d'être éclatants. C'est carrément une injure faite à l'intelligence des Canadiens.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, plusieurs aspects du peu que nous savons actuellement nous inquiètent. De fait, ce que le premier ministre (M. Mulroney) nous dit, c'est qu'il n'y a plus de frontières économiques entre le Canada et les États-Unis. Désormais, les Américains peuvent nous envahir librement: Tous nos marchés d'investissements, toutes nos institutions financières, nos banques, nos compagnies d'assurances, nos compagnies de publicité, nos compagnies de transport sont maintenant pleinement ouverts.

Les Américains ont aussi accès à nos richesses naturelles, à notre agriculture, à notre industrie automobile et au Pacte de l'automobile.

[Traduction]

Les principes que l'on nous présente—et c'est tout ce que nous avons, puisque les documents ne sont pas encore disponibles—sont un véritable champ de mines pour le Canada. Regardons certains des articles. Prenons les investissements. Appelons-les «Prises de contrôle illimitées». Tout le Canada est maintenant ouvert à la prise de possession par les Américains. La fièvre des prises de contrôle va se déplacer vers le nord. Nous allons devenir un satellite des États-Unis, la cible

Déclarations de ministres

numéro un des entreprises américaines. La propriété américaine est déjà trop importante, mais maintenant il n'y a plus de limites. Nous disons, en fait, «Venez, nous sommes prêts, venez nous prendre». Voilà le travail du gouvernement.

Nous devons regarder la nature de ce qui arrive à la souveraineté de la Chambre des communes. Dans le document Yeutter—car, comme d'habitude, l'essentiel de nos renseignements vient du côté américain—voici ce que dit M. Yeutter: «En vertu de cet accord, le Canada s'engage à rendre permanente sa récente politique de ne pas examiner les nouveaux investissements». Autrement dit cette politique devient immuable. Une autre législature ne pourrait pas la modifier. Non, monsieur le Président. La Chambre des communes a cédé une partie de la souveraineté de la nation, puisqu'elle ne pourra plus réglementer l'investissement.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous savons depuis quel temps que les Américains veulent dominer les services dans le monde entier, et particulièrement, de façon mesquine, au Canada. Les services—institutions financières, banques, compagnies de fiducie, compagnies d'assurances, publicité et banques d'affaires—sont maintenant ouverts à tous. Qu'avons-nous obtenu en échange? Les transports. Tous les avantages que nous pouvions avoir, sous forme de subventions à l'investissement ou de dégrèvements fiscaux, pour les entreprises de haute technologie sont choses du passé. Comment pourrions-nous aider de nouvelles industries à concurrencer les sociétés américaines?

Jetons un coup d'oeil au Pacte de l'automobile. On a du mal à savoir ce que deviendra cet accord dans le texte de la déclaration de principes. Cette déclaration est délibérément vague. A première vue, il se pourrait que le Pacte de l'automobile soit vidé de toute substance.

Des voix: Non.

M. Turner (Vancouver Quadra): Au mieux, on l'abolira progressivement. Au fur et à mesure que les tarifs sur les automobiles et les pièces disparaîtront, c'est le fondement même du Pacte de l'automobile qui s'écroulera ou sera menacé. Où sont donc les garanties en matière de production? Et les garanties en matière d'emplois? Ces centaines de milliers d'emplois sont tous en jeu avant même que nous connaissions les détails de cet accord. Le premier ministre et ses ministres ont répété à qui mieux mieux, en réponse aux questions à la Chambre des communes, que le Pacte de l'automobile échappait aux dispositions de l'accord sur le libre-échange. Le premier ministre continue de nous induire en erreur. Le Pacte de l'automobile est bel et bien visé. On l'a dépouillé de toute substance ou on l'a dilué.

L'une de mes premières responsabilités à la Chambre sous feu Arthur Laing, il y a quelques années, a été de défendre la politique canadienne des eaux et les eaux canadiennes contre les visées de nos amis américains. Je n'ai jamais cru en une politique nord-américaine de l'eau ou de l'énergie. Il y a une politique canadienne et une politique américaine de l'énergie. Nous ne devrions jamais sacrifier notre souveraineté dans ces deux domaines. Mais c'est ce qu'a fait le gouvernement actuel et nous sommes devenus maintenant l'entrepôt des États-Unis.